

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 02/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**M. SEMENOU Didier**

Le Caussanel  
11320 Saint-Paulet

Références : UID11/66-C3-2026-158  
Code AIOT : 0006600347

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement M. SEMENOU Didier implanté Le Caussanel et le Gasquet 11320 Saint-Paulet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection faite suite à la déclaration par l'exploitant de la présence de matériaux non inertes enfouis dans la carrière qu'il exploite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- M. SEMENOU Didier
- Le Caussanel et le Gasquet 11320 Saint-Paulet
- Code AIOT : 0006600347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire est située sur la commune de Saint-Paulet. Elle est exploitée depuis le 22 avril 2005 par Didier Semenou, en vue de produire principalement du granulats calcaire à l'attention des artisans et des particuliers ainsi que de l'enrochement. L'extraction est réalisée à l'aide de tirs d'explosifs (2 tirs / an en moyenne) et reprise à la pelle mécanique. L'autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 30 ans.

Le site dispose d'une installation de traitement.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE	Arrêté Préfectoral du 22/04/2005, article 9.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	SCHEMA PREVISIONNEL D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 22/04/2005, article 9.1.1.	Demande d'action corrective	3 mois
3	cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/08/2025, article R512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	(mémoire réhabilitation + ATTES DEPOL)	Code de l'environnement du 01/08/2025, article R512-39-3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de matériaux non inertes dans la zone identifiée dans le cadre de la cessation d'activité.

Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets non inertes trouvés lors des sondages de diagnostic et de déposer un dossier de demande de modification des conditions de réaménagement afin de prendre en compte la superficie réduite du plan d'eau et l'usage futur du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2005, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, matériaux inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition..), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Les apports extérieurs doivent être accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.</p> <p>les matériaux extérieurs admis sur le site sont exclusivement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les terres et granulats non pollués et sans mélange,</li> <li>- les bétons,</li> <li>- les briques,</li> <li>-les enrobés bitumineux, sans goudron,</li> <li>- les tuiles et céramiques,</li> <li>- les déchets de verre</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de sondage réalisé afin de cesser l'activité sur la parcelle WC0049, des matériaux non inertes, à base de plâtre, ont été identifiés par la société en charge de la procédure de cessation d'activité.</p> <p>L'exploitant a confirmé que des déchets de démolition à base de plâtre avaient été trouvés dans les remblais.</p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté, en surface, de matériaux non inertes à base de plâtre sur la zone objet de la cessation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra évacuer les déchets non inertes identifiés lors des sondages et transmettre les bordereaux de suivi de l'évacuation de ces déchets qui devront être envoyés dans une installation agréée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : SCHEMA PREVISIONNEL D'EXPLOITATION

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2005, article 9.1.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise En État</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La carrière sera exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande modifiée et complétée pour tenir compte des dispositions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter la carrière située à St Paulet déposé en juin 2004, il est précisé qu'un plan d'eau sera créé dans la zone ouest de la parcelle ZC0049.</p>

Lors de l'inspection, il a été constaté un petit plan d'eau dans ce secteur dont la superficie est bien inférieure au plan transmis dans la demande d'autorisation d'exploiter. La remise en état de cette partie de la parcelle n'est pas conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit remettre en état la parcelle en agrandissant le plan d'eau, conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande,</li> <li>• soit déposer un dossier de demande de modification des conditions de remise en l'état.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2025, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Notification
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
<b>Constats :</b>  Par courrier daté du 9 octobre 2024, l'exploitant a notifié le préfet de l'Aude de son intention de cesser l'exploitation de la carrière sur les parcelles section ZC numéros 32, 49 et 64 en précisant une évacuation des gravats au dernier trimestre 2025. Lors de l'inspection, il a été constaté une activité sur la parcelle ZC n° 32 avec la présence d'une zone excavée et d'une pelle mécanique munie d'un brise roche. Les activités n'étaient pas à l'arrêt définitif lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra cesser toute activité sur les parcelles concernées par la cessation ou transmettre les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé actualisé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : (mémoire réhabilitation + ATTES DEPOL)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2025, article R512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Autre, mémoire réhabilitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant n'a pas transmis le mémoire de réhabilitation car la cessation d'activité et la remise en état du site n'est pas terminée.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Lors du dépôt de dossier de cessation d'activité, l'exploitant devra transmettre un mémoire de réhabilitation mentionnant les différents sondages réalisés, les mesures prises pour dépolluer les zones contenant des déchets non inertes, le registre d'évacuation de ces déchets, les caractéristiques de l'installation ayant traités ces déchets ainsi que les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite